

Mobilisons-nous contre la répression et la xénophobie !

Depuis sa prise de fonction, le gouvernement Michel-De Wever augmente la présence policière et installe l'armée dans nos rues. Depuis les attentats de Paris et la dite « lutte contre le terrorisme », l'ensemble des gouvernements européens ont trouvé un nouveau prétexte pour attaquer les droits démocratiques de l'ensemble de notre classe, augmentant la répression et la xénophobie.

Des murs aux frontières de **l'Europe** se construisent et des camps de réfugiés sont financés par l'UE dans des pays, pourtant "critiqués" pour leur non-respect des droits humains, dans l'objectif clair d'empêcher l'entrée de ces migrants dans les pays centraux de l'Europe. Jamais ces gouvernements n'avaient poussé à ce point la logique de l'Europe forteresse. A l'extérieur et à l'intérieur de ces frontières, les migrants sont traités comme du bétail, exploités comme objet sexuel, comme main d'œuvre à bas prix ou enfermés et expulsés. ***Nous devons dénoncer et défendre cette partie de notre classe, spécialement opprimée et ciblée par la violence de nos gouvernements.***

En France, l'état d'urgence permet d'interdire des manifestations, d'organiser des perquisitions, d'emmener au poste n'importe qui. La violence de la police est quotidienne, notamment lors de leurs interventions - comme lors de leur descente dans la cité d'Aulnay-sous-Bois ou lors de manifestations dispersées à coups de gaz lacrymogènes.

En Belgique, des nouvelles lois ont été créées, et d'autres modifiées, donnant aux forces de police et à l'armée des moyens supplémentaires : écoutes téléphoniques, durée des arrestations préventives, droit aux perquisitions à toute heure, interventions en rue, utilisation de taser, etc.

Toute cette politique vise à contrôler l'ensemble des mouvements sociaux. Au niveau des luttes syndicales par exemple, le patronat et le gouvernement ont régulièrement recourt aux huissiers pour casser les piquets de grève. Des sanctions et des procès sont en cours contre des militants syndicaux, par la justice ou la structure syndicale elle-même. Et maintenant, un travailleur ou une travailleuse sociale devrait indiquer "toute personne suspectée de terrorisme" à son responsable hiérarchique. C'est à dire que, lors de leur travail, les assistants sociaux doivent recevoir les usagers du CPAS et, en plus de s'occuper de leur demande d'aide sociale, briser son secret professionnel et faire un travail de contrôle policier.

Toutes ces mesures répressives ont comme objectif d'empêcher la solidarité et l'unité de notre classe, et d'anéantir notre mobilisation, de détruire nos organisations combattives de jeunesse et des travailleurs. Bref, de criminaliser toute forme de résistance pour pouvoir appliquer leur programme d'austérité, de chômage et de pauvreté pour les travailleurs et de cadeaux pour les patrons et leurs politiciens. Tous ensemble, jeunes, travailleurs avec et sans emploi, avec ou sans papier, militants syndicaux et politiques, unissons-nous pour combattre ces mesures autoritaires !

Pas touche au secret professionnel ! Retrait de toutes les mesures sécuritaires !

Les militaires dans les casernes, pas dans nos rues !

Régularisation de tous les sans papiers !

Intéressé(e) par nos publications ? Envoyez-nous un message pour t'inscrire à notre newsletter !



Ligue Communiste des Travailleurs

Section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com - www.facebook.com/LigueCommunisteDesTravailleurs

Ne jetez pas ce tract sur la voie publique, passez-le plutôt à un camarade. - Ed. resp. : J. Talpe, rue de l'Elan, 73 - 1170 Bxl